

DIRECTION DE LA VOIRIE

**ARRETE N° 14467**

**INTERDISANT LE STATIONNEMENT RUE ETIENNE DOLET sur 15 mètres linéaires de part et d'autre de la rue à hauteur du n°56 rue Rodier, du 03 juillet 2023 au 31 juillet 2023 et sur le côté gauche de la rue Rodier du 28 juillet 2023 au 30 juillet 2023.**

VU la demande en date du 22 juin 2023 par laquelle la société BTP-LEGRAND – 91 rue Jean Chossegros – 69270 COUZON-AU-MONT-D'OR, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour la mise en place d'une emprise chantier de 50 m2 à hauteur du 56 rue Rodier, du 03 juillet 2023 au 31 juillet 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'ordonnance Générale de Police du 1<sup>er</sup> juin 1969,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route.

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1° – du 03 juillet 2023 au 31 juillet 2023 :**

- **Le stationnement sera interdit sur 15 mètres linéaires de part et d'autre de la rue Etienne Dolet, à hauteur du n°56 rue Rodier.**
- **Le stationnement sera interdit sur le côté gauche de l'ensemble de la rue Etienne Dolet du 28/07/2023 au 30/07/2023.**

**ARTICLE 2° – Le présent arrêté sera affiché 48h à l'avance aux extrémités de ces sections.**

**ARTICLE 3° – L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers sur le trottoir et à laisser un couloir de circulation face au n°56 rue Rodier.**

**ARTICLE 4° – La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société BTP-LEGRAND – 91 rue Jean Chossegros – 69270 COUZON-AU-MONT-D'OR et devra être déposée dès la fin du chantier.**

**ARTICLE 5° – La réfection du domaine public devra être effectuée de manière définitive et a pour effet de remettre les lieux en leur état initial et tenir compte de la classe hiérarchique structurelle (trafic lourd, léger, circulation piétonne, etc.).**

**ARTICLE 6° – La signalisation temporaire doit être adaptée aux circonstances qui l'imposent, afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents, sans contraindre de manière excessive la circulation publique. Elle devra être posée dans le sens de la circulation.**

La signalisation temporaire doit pouvoir informer l'utilisateur, influencer son comportement, lui imposer éventuellement certaines restrictions justifiées.

En particulier la signalisation doit être enlevée dès lors qu'ont disparu les motifs ayant conduit à l'implanter. Des contrôles fréquents sont indispensables.

**ARTICLE 7°** – En raison de l'occupation du domaine public communal, le permissionnaire versera au Trésor Public une redevance dont le tarif est fixé par délibération du Conseil Municipal et révisé annuellement.

**ARTICLE 8°** – Le permissionnaire veillera à ne pas bloquer les bateaux ni les entrées piétonnes des habitations.

**ARTICLE 9°** - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

**ARTICLE 10°** - Le permissionnaire s'engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s'ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

**ARTICLE 11°** – Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R417-10p du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3.

**ARTICLE 12°** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 13°** - Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 13°** - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Madame la Commissaire de Police Nationale,  
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,  
qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 28 juin 2023.

Marie-Françoise PARRAIN  
Maire de Maisons-Alfort  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne

Le Directeur Général des Services

Olivier SOLER

MIS EN LIGNE LE 03/07/23